

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC "
ACTIF



Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC "
RAPPORT FINAL DU PROJET
ACTIF

PERIODE DU RAPPORT : OCTOBRE 2017 - 31 DECEMBRE 2022

<p>Titre du Programme et Référence du Projet</p> <ul style="list-style-type: none"> • Titre du Programme : Projet Action, Changement et Transformation par l'Inclusion Financière en RDC (ACTIF) • Réf. du Programme (le cas échéant) : JP DRC ACTIF • Numéro de référence du Projet/MPTF Office : 00107857 	<p>Pays, Localité(s), Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques</p> <p><i>(le cas échéant)</i> Pays/Localité : République Démocratique du Congo</p> <p>Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques : Inclusion financière Le climat des affaires est amélioré et l'accès des bénéficiaires à des services/mécanismes financiers viables est adapté et accru (Résultat 2.4 CPAP)</p>
<p>Organisation(s) Participante(s)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisations qui ont reçu du financement direct du Bureau MPTF dans le cadre du Programme PNUD et UNCDF 	<p>Partenaires de mise en œuvre</p> <ul style="list-style-type: none"> • Partenaires nationaux (Gouvernements, secteur privé, ONG et autres) et autres organisations internationales. Ministères (Finances, PME, Agriculture, Genre), Banque Centrale, FPM-ASBL, Associations professionnelles, Coopec, IMF
<p>Budget du Programme/Projet (US \$)</p> <p>Budget total approuvé tels que reflété sur le document du projet : 5 854 274 US \$</p> <p>Contribution du Fonds via gestion canalisée : 4 542 967 US\$ (SIDA : 40 895 174 SEK) et Contribution de(s) agence (s) PNUD: 370 000 US\$ UNCDF : 710 375 US\$</p> <p>Contribution du Gouvernement : en nature Autres Contributions : financement parallèle <i>(Le cas échéant)</i> TOTAL : 5 854 274 US\$</p>	<p>Durée du Programme (mois)</p> <p>Durée totale <i>(mois)</i> : 42 mois</p> <p>Date de démarrage 07/10/2017</p> <p>Date de clôture originale 28/02/2021 Date de clôture actuelle 31/12/2022.</p>
<p>Évaluation du Programme</p> <p>Evaluation finale - à joindre le cas échéant <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non-Date :</p> <p>Evaluation à mi-parcours – à joindre le cas échéant <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non-Date :</p>	<p>Soumis par :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Nom : Albert Monzongo Bongo ○ Titre : Expert en Finance Inclusive ○ Organisation Participante : UNDP/UNCDF ○ Adresse e-mail : albert.bongo-monzongo@undp.org

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC " **ACTIF**

RÉSUMÉ

Ce rapport narratif final du Programme conjoint "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC " (intitulé Projet ACTIF) couvre la période du 07 octobre 2017 au 31 décembre 2022.

Les différents plans de travail annuel 2017-2022 du JP ACTIF ont été validé par les Comités de pilotage statuant sur les projets et programmes conjoints du Pilier 2 du PNUD : Croissance Inclusive et développement Durable – sous la Composante « Moyens d'Existence durables ».

En fin décembre 2022, les activités du Projet sont caractérisées par la reprise progressive des activités économiques du pays malgré le contexte de la crise sanitaire persistant provoqué par l'apparition de COVID-19. Durant ces années, la collaboration avec le FPM-asbl a porté sur la poursuite de la mise en oeuvre de treize (13) plans d'intervention dont neuf (9) plans d'intervention de crise en faveur de : trois (3) COOPEC (AKIBA YETU, CAHI, CAMEC Mbanza-Ngungu) et de six (9) institutions de microfinance (FINCA, HEKIMA, IFOD SA, SMICO SA, TUJENGE PAMOJA et VISIONFUND, BAOBAB, PROCFIN et ADVANS BANQUE. L'objectif est d'apporter une série des réponses appropriées (assistance technique) aux problèmes rencontrés au travers le renforcement de la résilience.

S'agissant les appuis institutionnels, les activités de suivi se sont poursuivies auprès de deux Coopecs (CAHI et BAGIRA) pour l'implémentation de solution digitale et trois entreprises (DIMAGI et INFOSET et Fintech OKAPI) pour le développement des solutions digitales relatives à l'éducation financière, la gestion des MPME et la numérisation de des opérations (Coopec Matete).

Il est aussi à relever que les associations professionnelles (APROCEC et ANIMF) en collaboration avec le Projet ont organisé des activités de sensibilisation de la population (hommes, femmes et jeunes) à la numérisation.

En termes de mesure des résultats, les 21 institutions financières partenaires du Projet, ont totalisé depuis le début du projet 1.709.312 clients actifs contre 990 855 clients en 2017, année de démarrage du projet. Le Projet a oeuvré pour consolider la confiance de la clientèle dans les services offerts par les Banques, Institutions de Microfinance et les Coopératives

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC " **ACTIF**

d'épargne et de Crédit partenaires -incluant Afriland Bank, Cahi, Finca, Equity Bank totalisant un encours d'épargne de 1.311.334.165,20 USD en décembre 2022. Le nombre des clients additionnels cumulés réalisé un total de **718.457 dont 49,57 % des femmes**.

RSULTATS DE LA MISE EN ŒUVRE

1. Rappel des Objectifs et Résultats escomptés du Projet

Le Projet « Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière » en sigle ACTIF, est un programme conjoint du PNUD et UNCDF, dont la Coopération Suédoise est le principal bailleur de fonds. Il est doté d'un budget de 5,8 millions de dollars US pour une période de trois ans et demi, allant jusqu'en février 2021. Toutefois, pour permettre le projet de finaliser les activités restées non-achevées à cause de l'apparition de COVID-19, il a été demandé une extension sans coût allant jusqu'à décembre 2022, date consacrant la clôture du projet. En consolidant les acquis des précédentes phases du Programme d'Appui au secteur de la Microfinance (PASMIF), le Projet ACTIF a pour but de contribuer aux efforts du Gouvernement dans la mise en œuvre de la Feuille de route nationale de l'inclusion financière en synergie avec les autres partenaires de développement pour l'atténuation de la pauvreté et l'atteinte des ODD en République Démocratique du Congo. Le Projet ACTIF vise à améliorer le bien-être des ménages pauvres et des micro-entrepreneurs, à accroître l'efficacité économique et à soutenir la croissance en augmentant le pourcentage d'adultes, y compris les femmes et les jeunes, ayant accès à des produits et services financiers formels offerts par une variété de prestataires de services. Il est envisagé d'atteindre au moins 300.000 bénéficiaires à faible revenu (dont 55% de femmes) fin 2021. Ce résultat est attendu sur base de la mise en œuvre d'appuis directs aux plans d'affaires du FPM ASBL, des prestataires de services financiers (Coopec, IMF, Banques) et des associations professionnelles (ANIMF, APROCEC).

2. Contexte de mise en oeuvre des activités du Projet durant la période de mise en oeuvre (2017-2022).

2.1. Sur le plan politique et sécuritaire

La République démocratique du Congo a été touchée par la pandémie à coronavirus en mars 2020. Les mesures prises pour freiner la propagation devraient entraîner une récession économique de -2,2 % en 2020 en raison de la baisse des exportations due à la mauvaise conjoncture mondiale. Sur base des réalisations de production à la fin mars 2020, les estimations de croissance ont été tabléées sur une contraction plus sévère du PIB de -2,4%

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC " ACTIF

contre -1,9% prévue initialement. Le taux de change indicatif se situe à 1.906 CDF pour un 1 USD, et le cours parallèle à 1.977,5 CDF soit une dépréciation mensuelle de 4,45% et 2,34%. Fort heureusement, la reprise progressive de l'activité économique mondiale et le lancement de la production dans les mines devraient permettre un rebond de la croissance économique de la RD Congo à 4,5 % en 2022.

Ce contexte particulier d'Etat d'urgence sanitaire a eu des effets négatifs sur le développement des activités économiques en général et le secteur de la microfinance n'a pas été épargné. Cette période ne fait qu'accentuer la précarité des conditions de vie d'une grande majorité de la population en particulier ceux et celles qui sont financièrement exclus et n'ayant pas accès aux services sociaux de base.

Pour renforcer le développement des produits financiers utiles et soutenir l'inclusion financière, des IMF et COOPEC notamment celles accompagnées par le Projet ACTIF ont un rôle important à jouer, en raison notamment de leur proximité avec la clientèle, mais aussi à travers leurs méthodologies adaptées aux besoins des micro-entrepreneurs et ménages pauvres économiquement actifs.

En fin 2022, les appuis du Projet ACTIF aux IMF et Coopec commercialement viables s'opèrent aux moyens de financement, de l'apport d'assistance technique, du développement des produits et des services sur mesure y compris le renforcement du portefeuille des crédits pour tenir compte des groupes vulnérables.

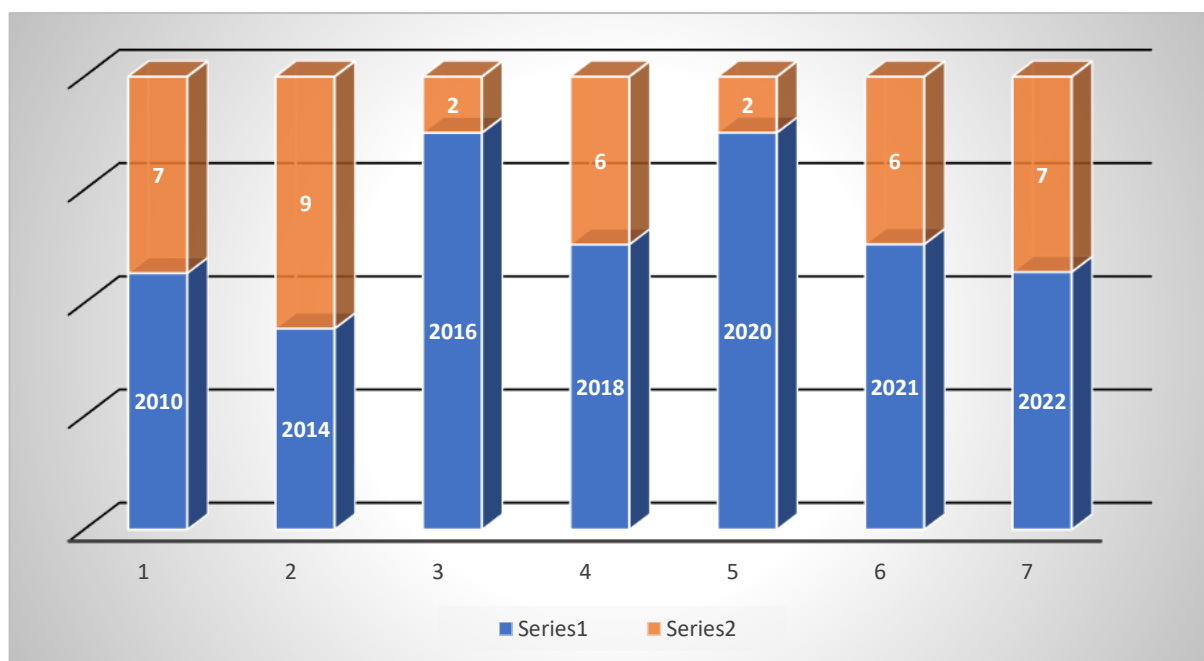
2.2. Sur le plan Economique et financier.

Après une année 2020 ébranlée par la pandémie de Covid-19, l'environnement économique international en 2021 a été marqué par une reprise économique vigoureuse mais inégale. La reprise économique a été inégale selon les pays et les secteurs. La distanciation physique, les vaccins et les traitements ont contribué à ralentir l'avancée du virus et ont sauvé des vies. L'arrivée du variant Omicron a entraîné le durcissement des restrictions à la mobilité et une plus grande volatilité des marchés financiers à la fin de l'année. La contagiosité et la résistance au vaccin de ce variant ont suscité l'inquiétude au niveau international. Selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI), la croissance économique mondiale s'est établie à 6,1 % en 2021 contre - 3,1 % en 2020 (estimation d'avril 2022). Cette forte reprise de la croissance économique est portée en grande partie par le dynamisme des économies avancées et de certains pays émergents, dont la Chine.

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC " ACTIF

En RDC, l'activité économique a connu un rebond en 2021 après le ralentissement de 2020, soutenue principalement par un accroissement du cours des produits miniers. La croissance économique s'est établie à 5,7 % en 2021, contre 1,7 % en 2020. Ces indications sur la croissance économique, comparées aux perspectives économiques de l'Afrique subsaharienne (croissance de 4,5 %), montrent que l'économie de la RDC s'est remise plus rapidement que celles de nombreux pays africains des effets néfastes de la pandémie de Covid-19. La croissance économique est projetée à 6,4 % en 2022, essentiellement portée par le dynamisme du secteur des industries extractives. On note une forte progression des cours des matières premières exportées par la RDC. Les cours du cobalt et du cuivre se sont établis à 66 556 USD la tonne et 9 710 USD la tonne à fin décembre 2021, soit une progression respective de 91 % et 24 % par rapport à 2020. La hausse du cours des matières premières s'explique par une hausse de la demande à la suite de la reprise de l'économie mondiale. Par ailleurs, l'année 2022 a été marquée par une stabilité relative du taux d'inflation et du taux de change, sur le fond d'une conjoncture extérieure favorable et de la bonne coordination des politiques macroéconomiques en RDC. On note une accalmie du marché de change et de celui des biens et services depuis août 2020, à la suite de la signature du pacte de stabilité entre le gouvernement et la BCC.

Figure 1 : Evolution de la croissance économique de la RDC.



*Serie1: Année; Série 2: Taux de croissance économique du pays.

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC " **ACTIF**

En RDC, l'activité économique a connu un rebond en 2021 après le ralentissement de 2020, soutenue principalement par un accroissement du cours des produits miniers. La croissance économique s'est établie à 5,7 % en 2021, contre 1,7 % en 2020. Ces indications sur la croissance économique, comparées aux perspectives économiques de l'Afrique subsaharienne (croissance de 4,5 %), montrent que l'économie de la RDC s'est remise plus rapidement que celles de nombreux pays.

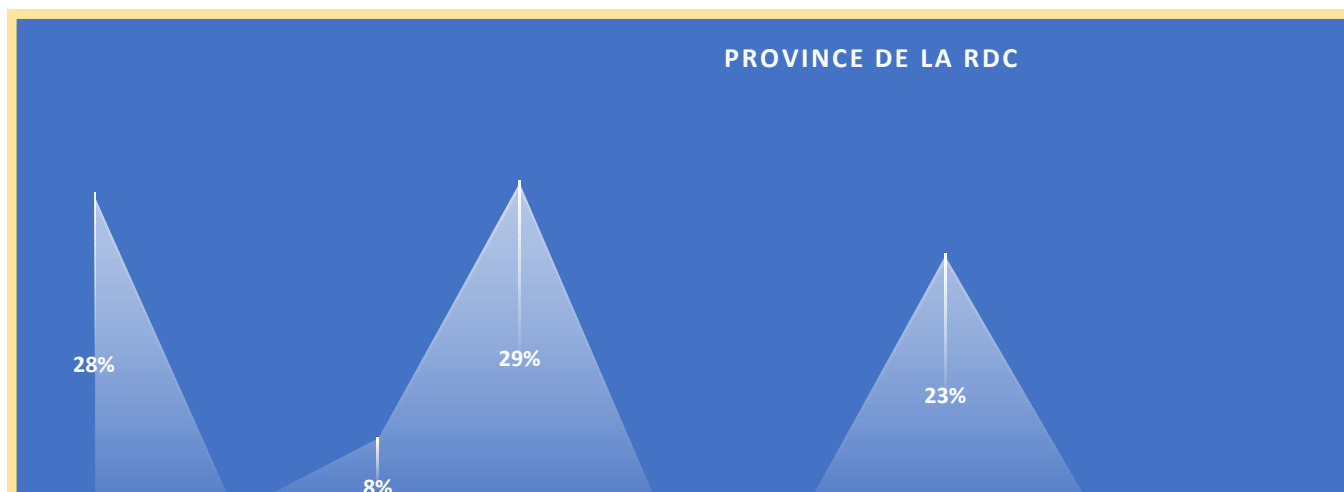
Cependant, le paysage financier, toujours dominé par les établissements de crédit, comptait ±20 banques commerciales, 151 COOPEC et IMF, +61 messageries financières, +16 bureaux de change, 3 établissements de monnaie électronique, 2 institutions financières spécialisées, une société d'assurance et une caisse d'épargne retraite. Le secteur bancaire reste fortement concentré dans les villes de Kinshasa et Lubumbashi. Le nombre de comptes ouverts a augmenté de manière significative atteignant plus de 2.2 millions de comptes (données fin 2022). Ce chiffre tient compte de la bancarisation de la paie des fonctionnaires, une initiative du Gouvernement congolais qui n'a concerné que les banques commerciales et présente aujourd'hui des défis pour le service en milieu rural où les banques ne sont pas présentes. Ainsi, le taux de bancarisation avoisine 6% (fin 2022) d'une population de 80 millions et 13% de pénétration des services financiers mobiles, le développement du secteur financier demeure un véritable pôle de croissance, renforcé par les produits favorisant l'inclusion financière en RDC. Rappelons que ce taux reste encore faible par rapport à la moyenne africaine de 15%, incluant les utilisateurs du mobile money.

Dans le secteur de la microfinance, la couverture géographique est inégale, environ 77% des institutions sont concentrées dans la ville de Kinshasa et les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Kongo Central. Elles opèrent principalement en milieu urbain, soit 78 % des SFD opèrent en milieu urbain et seulement 22% opèrent en milieu rural. Ainsi l'offre des services financiers ne permet pas de rencontrer tous les besoins ruraux où vivent 70% de la population de la RDC et où l'incidence de la pauvreté est plus élevée (75,72%) contre 61,49% en milieu urbain.

Elles sont aussi pour la plupart caractérisées par un portefeuille à risque élevé, soit plus de 10%.

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC " ACTIF

Figure 2 : Répartition géographique des IMF en RDC



Partenariats opérationnels.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, le Programme a recouru à trois types de partenaires, en l'occurrence : la Banque Centrale du Congo (BCC) pour la mise en œuvre des activités au niveau macro suivant un plan d'action annuel élaboré et validé, le Fonds pour les Finances Inclusives (FPM-ASBL) pour le niveau micro moyennant un plan de travail ou pipeline annuel et les Associations Professionnelles (APROCEC et ANIMF) avec leurs plans d'affaires pour les activités transversales et autres. Les activités au niveau méso sont mises en œuvre par l'Unité de Gestion du Programme (UGP) sur base d'un plan de Travail Annuel validé par le Comité de Pilotage du Programme qui est l'organe de suivi des progrès de réalisation des activités

3. Principales réalisations du Projet jusqu'au fin décembre 2022.

Les résultats réalisés par le programme découlent des efforts conjugués avec les partenaires d'exécution à savoir, le Ministère des Finances et la Banque Centrale du Congo (au niveau macro), les Associations professionnelles (APROCEC et ANIMF) et les organisations d'appui au secteur (au niveau méso) , et le Fonds pour l'Inclusion Financière (FPM—asbl), au niveau micro.

En fin décembre 2022 les appuis du Projet ACTIF aux IMF et Coopec commercialement viables s'opèrent au moyen des financements, de l'apport d'assistance technique, du développement des produits et des services sur mesure y compris le renforcement des portefeuilles de crédits pour tenir compte des groupes vulnérables.

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC " ACTIF

(i) Les prestataires des services financiers sont renforcés

En cohérence avec les priorités nationales en matière d'inclusion financière, le projet ACTIF contribue à l'efficacité opérationnelle des institutions financières partenaires pour leur permettre d'offrir des services d'épargne, crédit ou transferts d'argent répondant aux besoins des micro-entrepreneurs, hommes, femmes, jeunes y compris en milieu rural.

C'est ainsi que le Projet ACTIF a continué d'apporter son appui en priorité à l'acquisition de solutions d'information et de gestion (SIG) adaptées pour permettre à ces institutions de se rendre performant et de se positionner dans les innovations offertes par la banque à distance et la finance digitale au profit de leurs clients et membres.

Le tableau n°1 en annexe (Portefeuille d'appuis continus du Projet ACTIF en décembre 2022) dresse la liste des institutions partenaires du Projet ACTIF et les appuis réalisés par le FPM asbl ainsi que les autres appuis institutionnels du Projet suivant décision du Comité d'investissement.

Tous ces appuis du programme conjoint ACTIF PNUD/UNCDF contribuent significativement à la professionnalisation des systèmes financiers de proximité pour améliorer le bien-être des ménages à faibles revenus et des micro-entrepreneurs, à accroître l'efficacité économique et à soutenir la croissance. À travers ces interventions, le Projet contribue à accroître le pourcentage d'adultes, y compris les femmes et les jeunes, ayant accès à des produits et services financiers formels offerts par une variété de prestataires de services.

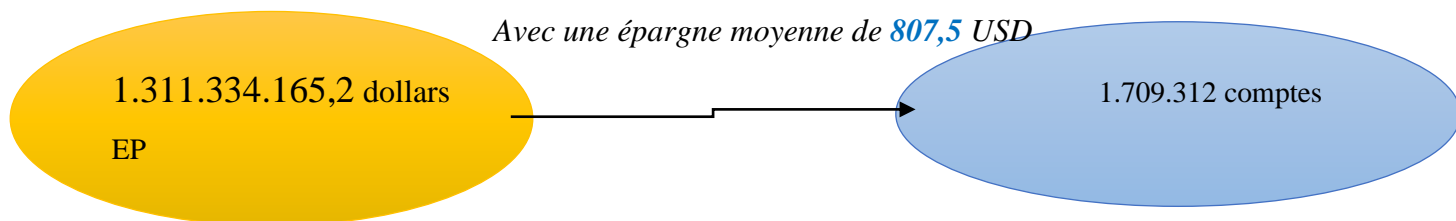
Encadré 1 : Avec l'appui de PNUD/UNCDF, 18 institutions de Microfinance ont bénéficié d'appuis techniques ou financiers dont 7 pour l'acquisition du nouveau Système d'Information et de Gestion (SIG) et autres appuis : financement des MPME par AFRILAND First, déploiement des agents bancaires en provinces par Equity Bank et mise à l'échelle du produit « Click » par FINCA. En fin décembre 2021, les institutions financières partenaires du Projet directement ou via le FPM ont totalisé 509 484 nouveaux clients dans le secteur.

À la clôture de l'exercice 2022, en tenant compte des partenariats avec Equity Bank et Afriland Bank CD et FINCA – via le FPM asbl, les vingt-une (21) institutions financières partenaires du projet ACTIF ont totalisé un encours d'épargne de 1.311.334.165,20 USD contre 1.191.112.798,81 USD à la fin 2020, 1.012.371.149 USD à la fin 2019 et 503.838.207 USD en 2018, soit une progression de 164,23 % par rapport à l'exercice 2018 et l'encours de crédit s'élevait à 1.001.442.491,11 USD contre 854.717.967,15 USD en fin 2020,

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC "

ACTIF

689.500.788,49 USD en 2019 et 345.345.746 USD en 2018 ,soit 189,9% d'augmentation pour un total de 1.709.312 comptes ouverts . Ce qui signifie que malgré la persistance de la pandémie COVID-19 et la reprise de l'insécurité à l'EST du pays, les activités économiques de la RDC ont connu une progression. Ces 21 institutions financières partenaires du projet ACTIF ont géré :



Comparant au portefeuille d'appui en 2018, en fin décembre 2021 les institutions partenaires du Projet ACTIF ont doublé leur volume d'épargne tandis que l'encours de crédit s'est accru de 189,9% %.

Par ailleurs, le crédit moyen s'est porté à :



Encadré 2.

L'augmentation légère 3,71% de l'encours en volume atteste la reprise progressive des activités par les Institutions Financières Décentralisées et la baisse en nombre (une contraction du nombre d'emprunteurs de 3,09% entre l'exercice 2020 et l'exercice 2021 signifie la perte de la capacité d'endettement et de l'épargne à cause de la crise de la Covid-19 qui continue à sévir le pays (la RDC).

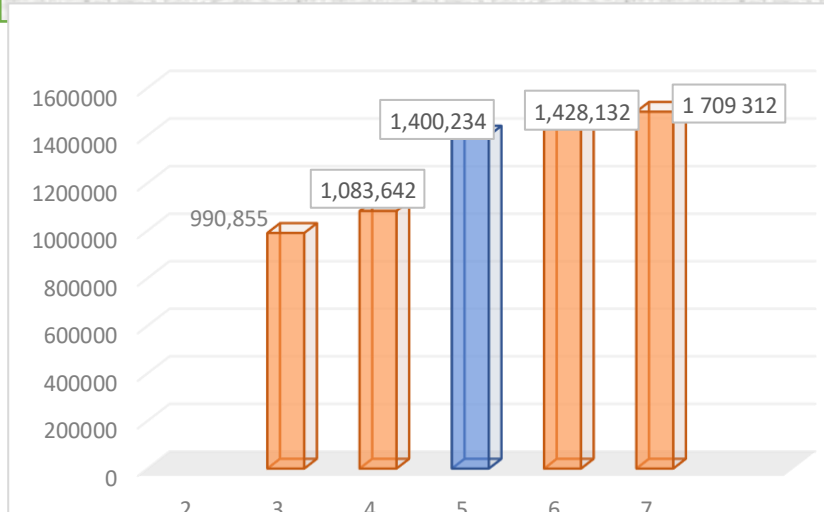


Figure n° 3 : Les clients touchés par les institutions partenaires du projet ACTIF (En 2017, 2018,2019,2020 et décembre 2022).

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC " ACTIF

En décembre 2021, le nombre des clients atteints par le projet ACTIF connaît une légère augmentation de 5,05% par rapport au résultat réalisé au 31 décembre 2020, soit 1.709.312 clients atteints en fin 2022 contre 1.428.132 en décembre 2020. Cette croissance résulte de la reprise progressive des activités économiques au niveau du pays alors suspendue depuis avril 2020 à cause de l'apparition de la pandémie COVID-19

Les appuis du Projet ACTIF enregistrent un réel impact sur les capacités de ces institutions dans l'offre de services professionnels et commercialement viables ciblant les MPME, hommes, femmes et jeunes y compris en milieu rural. Cet ainsi qu'au 31 décembre 2022, le nombre des clients actifs a augmenté de 718.457 par rapport à 990.855 clients enregistrés en au début du projet (en 2017).



Nouveaux clients actifs atteints par le

Projet ACTIF jusqu'en décembre 2021 : 718.457 dont 49,57

% des femmes



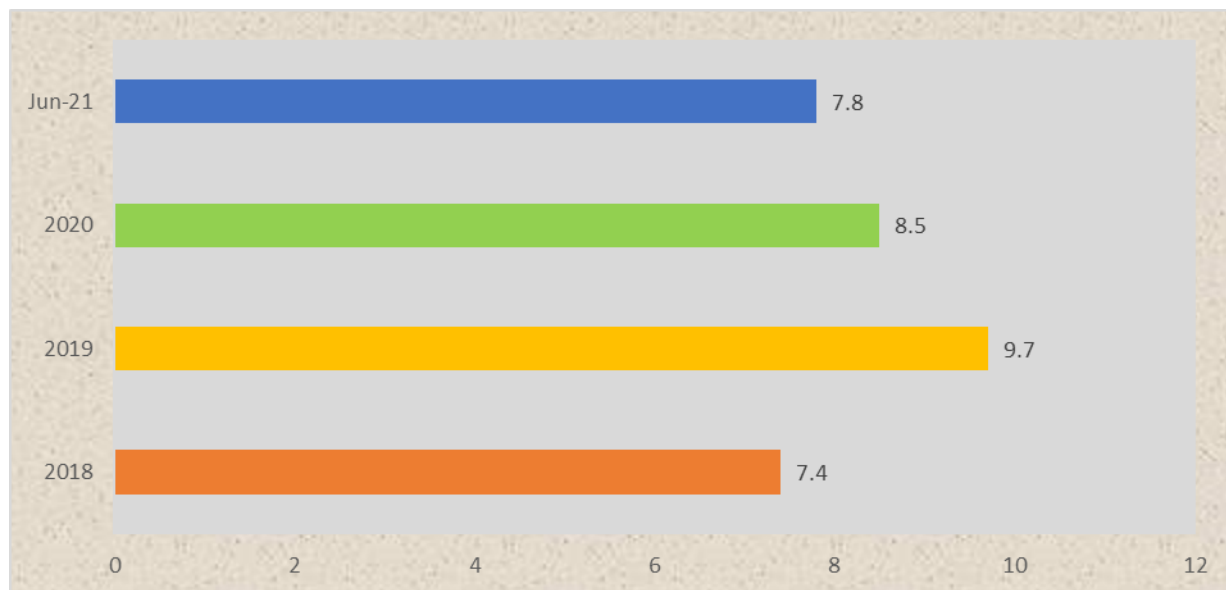
La reprise progressive des activités économiques a impacté littéralement la qualité du portefeuille des prêts. D'une manière générale, le PAR > 30 des institutions partenaires s'est amélioré de 0,7% (en quittant de 8,5% fin exercice 2020 à 7,8 % en fin 2022).

Le pourcentage des clients féminins de toutes les structures partenaires s'est légèrement amélioré en fin décembre 2022 et se situe en moyenne de 49,57% contre la moyenne de 42,79% en décembre 2020, soit 3,78 % d'augmentation.

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC "

ACTIF

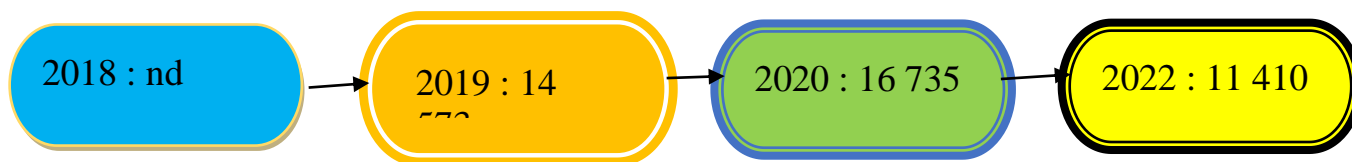
Figure n°4. Evolution de portefeuille à risque de crédit à 30 jours des partenaires du projet ACTIF



A titre d'exemple le PAR30 de la Coopec CAHI s'est amélioré à 5,7% en décembre 2022 contre un pic de 23,3% relevé en juin 2020, soit -17,6 % d'écart. Pendant ce temps, son autosuffisance opérationnelle atteint 207 % contre 101,2% en juin 2020, une bonne amélioration de 205,8%. Ce qui explique que la reprise des activités après la crise a permis à l'institution d'assurer sa viabilité.

Entre les deux périodes (fin décembre 2020 et fin décembre 2022), l'encours de crédit s'est accru de 31% en volume et de 17,1% en nombre. Cette même dynamique est observée au niveau des épargnes qui enregistrent une croissance de 42,8 % et de 17,7% respectivement en volume et en nombre.

Figure n° 5 :Evolution des clients utilisant de nouveaux produits d'épargne en milieu rural



Les apports du Projet enregistrent un réel impact sur les capacités de ces institutions dans le développement des nouveaux produits et services professionnels et commerciales ciblant les MPME, hommes, femmes et jeunes y compris en milieu rural.

Enfin, grâce aux appuis techniques du Projet pour encourager des produits adaptés à la demande des groupes informels d'entraide entre membres -Mutuelles de solidarité (MUSO)-

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC " ACTIF

au moins 11.905 personnes constitués en 1.991,5 groupes en juin 2021 contre 14.772 personnes en 252 groupes en 2020 vivant dans les milieux ruraux et pratiquant l'élevage, le maraîchage, le petit commerce dont 7.554 contre 10.619 femmes ont bénéficié de services de microfinance auprès des institutions formelles partenaires du Projet avec un encours crédit de 809.069.962,17 FC en décembre 2022.

Encadré 3 : *Le nouveau produit « Crédit Solidaire UMOJA » de la COOPEC CAHI développé en 2019, grâce aux appuis de l'UNCDF afin de répondre aux besoins réels de la population pauvre dans les milieux ruraux de la RDC » précisément les paysans dans la zone rurale de Walungu au Sud-Kivu a permis de toucher jusqu'à fin décembre 2022, 10.822 paysans regroupés en mutuelle de solidarité pratiquant l'agriculture, l'élevage et le petit commerce dont ± 7.005 femmes (64,72%) ont bénéficié de ces services. L'encours de crédit global estimé à 191.749,95 USD équivalent à 383.499.708,73 FC avec une meilleure qualité de Portefeuille de Crédit égal à 0 %.*

En outre, grâce à l'appui financier de l'UNCDF, la Coopec BAGIRA au Sud-Kivu a enclenché sa transformation digitale pour mieux répondre aux besoins de sa clientèle surtout les jeunes.

C'est ainsi qu'un protocole de non-divulgence des données a été signé avec Vodacom permettant à la Coopec de devenir un super agent M-PESA. La Coopec a recruté 75 jeunes petits marchands pour développer et gérer une chaîne de distribution directe de la monnaie électronique.



Les mamans (clientes) de la Coopérative Bagira exposant un échantillon de leurs activités commerciales .

C'est ainsi qu'en fin décembre de l'année 2022, 20.026 personnes dont 11.179 femmes sont enregistrées et 1.365 dont 587 femmes sont touchées et devenues membres contre 11.993 personnes dont 2.894 femmes en 2020, soit une variation de 66,9%. Cette performance des

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC " ACTIF

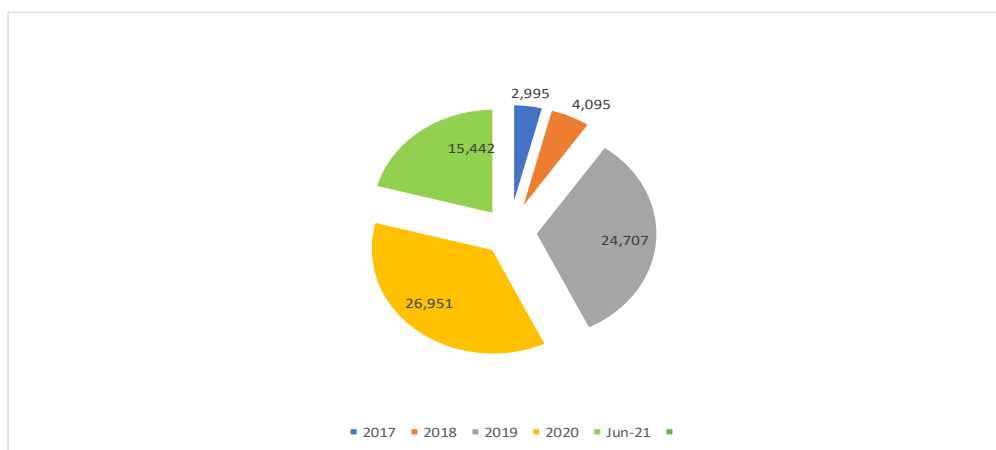
personnes enregistrées est aussi dûe principalement à l'œuvre de Fintech OKAPI SARLU Kinshasa.

Encadré 4 : Produit « MPESA » pour l'épargne des jeunes

Une activité au cœur des opérations de la COOPEC BAGIRA qui inaugure le début de la digitalisation pour mieux répondre aux besoins de sa clientèle surtout les jeunes (petits marchands revendeurs de la monnaie électronique et artisans) comme cibles dans la ville de

Par ailleurs, le nombre des jeunes globalement touchés par les partenaires du Projet ACTIF pendant l'exercice 2022 est de 15.442 dont 37 % sont des filles contre 26.951 dont 33% sont des filles) en fin 2020 ; 24.707 en fin 2019 et 4.095 en 2018. Cette amélioration à la hausse au deuxième semestre de l'année 2022 se justifie entre autres par la présence de certains nouveaux produits adaptés qui répondent aux besoins réels des MPME des jeunes et à la solution digitale (M-PESA) pratiqué par la COOPEC BAGIRA. Ce nouveau produit M-PESA a eu une incidence sur le niveau du portefeuille crédit de l'institution

Figure n° 6 : Evolution de nombre des jeunes touchés par les produits et services des PSFP



Encadré n° 5 : Nouveau Produit « Plan Epargne Projet, PEP ».

Produit, développé et lancé en 2020 à titre pilote, cible exclusivement les jeunes détenteurs de petit projet bancable dans les milieux ruraux et périphérique de Bukavu. Au total 41 jeunes dont 11 filles en décembre 2021 avec une épargne totale de 27 644,00 \$.

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC " ACTIF

(i) La dissémination des meilleures pratiques au sein des structures de niveau intermédiaire est améliorée.

Au niveau méso, le Projet ACTIF contribue à améliorer la viabilité des institutions qui soutiennent les intérêts collectifs et les capacités dans le secteur à savoir : l'Association Professionnelle des Coopératives d'Épargne et de Crédit (APROCEC) et l'Association Nationale des Institutions de Microfinance (ANIMF). Durant l'année 2021, le Projet ACTIF a continué à faire le suivi sur son appui au fonctionnement de ces deux associations. Les activités suivantes sont à relever :

Pour l'APROCEC : (i) organisation d'un atelier d'évaluation des besoins en renforcement des capacités des acteurs du secteur financier sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme avec les partenaires suivants : BCC/CENAREF, Ambassade des Etats unis ; (ii) formation des Experts SPTF sur l'utilisation de l'outil TIA dans SPI4.

Pour l'ANIMF : des activités contribuant notamment à sensibiliser les femmes dans le cadre de l'inclusion financière : organisation à Kinshasa d'un atelier de sensibilisation des hommes et femmes (étudiants) dans les 5 modules du Programme National d'Education Financière (Gestion budgétaire, Épargne, Crédit, Négociation financière et Finances numériques).



Près de 300 étudiants(es) dont 65% de filles ont participé à des séances de sensibilisation dans les 5 modules du Programme National d'Education Financière (Gestion budgétaire, Épargne, Crédit, Négociation financière et Finance numériques

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC " ACTIF

(i) Le cadre institutionnel de la finance inclusive amélioré et la mise en œuvre, acquisition et partage des connaissances.

Au niveau Macro, durant l'exercice 2021, toutes les institutions partenaires ont été contrôlées par la Banque Centrale (par la transmission de leurs données trimestrielles sur le logiciel FINA à l'Autorité de supervision mais aussi par une inspection sur place). Voir la liste des institutions partenaires et le type de contrôle effectué par la Banque Centrale sur le tableau 3 en annexes.

Cas pratique de l'appui de la BCC à une Coopérative :

Encadré 6. La BCC a financé la Coopec Inkisi pour le développement de crédit agricole

« En mai 2019 et en partenariat avec le programme PDPC, la Banque Centrale a mis au profit de la Coopérative Camec Inkisi une ligne de crédit de l'ordre de 40.0000\$ pour expérimenter les crédits agricoles aux MPME dans les zones rurales. La phase pilote en fin 2021 a donné 169 clients dont 99 femmes et un encours de 231.283.975,50 FC et le PAR30 égal à 31,94%. Ce résultat résulte du détournement de l'objet de crédit par les bénéficiaires ».

Damase Fuiti, Directeur Gérant de la Coopérative CAMEC INKISI/ Kongo Central

Notons que la Camec Inkisi a eu à développer et à tester le produit « crédit agricole » avant même la ligne de crédit de la Banque Centrale.

En plus, La mobilisation des ressources pour contribuer davantage aux priorités de la feuille de route nationale de l'inclusion financière, notamment le renforcement des institutions financières pour les innovations et la digitalisation afin d'augmenter l'accès aux services financiers formels.

Encadré 7 : En termes de la digitalisation, les avancées du projet durant le semestre sont concrètes.

Trois projets de développement des solutions numériques pour le secteur de la microfinance ont été lancés en RDC. Ces projets visent à toucher au moins 150.000 nouveaux bénéficiaires à faible revenu (dont 55% seront des femmes et 12% de jeunes) à travers les appuis aux prestataires des services financiers pour développer des produits innovants ciblant les femmes et les jeunes y compris en milieu rural.

Ils s'agissent d'OKAPI FINANCES (Plateforme de Gestion et de Crédit Numérique) – INFOSET (plateforme numérique/Solution pour la résilience des MPMEs face à la Pandémie Covid 19) – DIMAGI (Plateforme d'éducation financière et de gestion des groupes d'épargne)

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC "
ACTIF

A. LES PERFORMANCES DES INSTITUTIONS PARTENAIRES

Tableau n°2 : : Encours d'épargne et de crédit MPME des institutions financières partenaires du Projet ACTIF incluant le FPM asbl - au 31/12/2022.

N°	Institutions financières partenaires (direct ou via FPM)	Nombre comptes d'épargne	% femmes	Nombre de crédits	Encours Epargne	Encours crédit
1	CAHI	52 382	38,8%	9 706	25 297 294	21 684 730
2	AKIBA YETU	7 150	44%	1 950	1 238 757	2 103 696
3	ADVANS BANQUE CONGO	149 430	-	3 604	32 525 302	32 225 093
4	BAOBAB	51 039		7 851	10 324 807	28 310 679
5	EQUITY BANK	658 107	21,2%	24 730	699 890 930	343 537 016
6	FINCA	323 847	43,1%	57 723	65 017 276	80 649 238
7	HEKIMA	13 793	78,87%	10 366	1 875 620	6 407 198
8	I FOD	19 012	61,03%	8 488	9 435 203	8 301 173
9	CAMEC MBANZA	23 116	37,7%	3 028	1 910 587	1 829 425
10	SMICO	60 286	8%	7 898	20 586 539	18 737 736
11	TUJENGE PAMOJA	10 269	27,2%	684	5 242 135	4 472 527
12	VisionFund DRC	38 378	69%	5 309	2 018 993	4 986 468
13	BONNE MOISSON	7 967	22,1%	647	4 390 300	3 147 999
14	Mutuelle BOMOKO	25 614	67,42%	1 357	689 149,96	543 270,58
15	CAMEC INKISI	13 594	47%	2 675	1 280 540,71	926 535
16	COOPEC GUILGAL	42 842	65%	3821	8 527 980	11 670 390
17	COOPEC BAGIRA	11 942	39,2%	491	540 302	390 061
18	IMF PAIDEK	11 191	53%	21 555	1 634 245	6 556 477
	PROCFIN	10 233		2 248	36 916 569	20 185 094
19	COOPEC BANTU	608	34,54%	42	346 689,89	248 696,53
20	MAMAN TOMBWAMA	-	54%	840	-	87 540
21	AFRILAND First BANK CD	190 454	51,3%	23 942	381 644 949	404 441 446
	TOTAL	1 709 312	Moy 49,57%	203 877	1 311 334 165,2	1 001 442 491,11

Source : Tableau élaboré sur base des éléments des rapports trimestriels T1, T2 et T3 du projet ACTIF et FPM-asbl décembre 2022.

Encadré n°8 : commentaires du tableau des indicateurs de base des institutions partenaires

Les indicateurs de portée présentent globalement une bonne tendance avec une bonne croissance en nombre et en volume des prêts et de dépôts à la suite des appuis technique du programme.

Tableau 3 : Le portefeuille d'appuis du Projet ACTIF au 31 décembre 2022.

Partenaire	Institution	Objet de l'appui du Projet ACTIF	Montant
Assistance technique directe au secteur de la finance inclusive			
FPM asbl	COOPEC AKIBA YETU Goma, Province de	Gestion des risques de crise. <u>Domaines d'intervention :</u> -Mise en place d'un cadre de gestion des risques	Subvention au FPM ASBL : 89.860

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC "
ACTIF

	<i>Nord-Kivu</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion des risques de crédit - Fiabilisation des données financières et comptables - Evaluation du SIG 	
	<i>COOPEC CAHI Ville de Bukavu, Province du Sud-Kivu</i>	<p>Stabilisation et redynamisation de l'institution face à la crise de la COVID19.</p> <p><u>Domaines d'intervention :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Stratégie de relance du portefeuille de crédit et de baisse du PAR - Digitalisation - Optimisation de la gestion des risques 	213.623
	<i>IMF IFOD Kinshasa</i>	<p>Gestion des risques. <u>Domaines d'intervention :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un cadre de gestion de risque et d'efficience opérationnelle - Renforcement de la gestion des risques de crédit - Renforcement de la sécurité de de l'information - Analyse préalable à la mise en place d'une stratégie de finance numérique 	138.910
	<i>Coopec Tujenge PAMOJA Goma, Province de Nord-Kivu</i>	<p>Renforcement du cadre de gestion des risques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du cadre de gestion des risques - Analyse de la stratégie digitale - Sécurité de l'information - Actions urgentes de la finance responsable 	111.207
	<i>IMF SMICO, Bukavu</i>	<p>Redynamisation de l'institution face à la crise. <u>Domaines d'intervention :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui au crédit - Renforcement des solutions digitales - Implémentation des outils de gestions de risque 	197.010
	<i>IMF Vision Fund</i>	<p>Stabilisation et redynamisation de l'institution face à la crise Covid-1</p>	200.995
	<i>HEKIMA Goma, Province de Nord-Kivu</i>	<p>Renforcement du cadre de gestion des risques. <u>Domaines d'intervention</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place du cadre de gestion de crise - Renforcement de la gestion des 	166.708
			265.625

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC "
ACTIF

		<i>risques de crédit</i>	
	<i>FINCA Kinshasa et ses 20 points de service à travers le pays</i>	Soutien à la gestion du risque de crédit et réseau d'agents banc. <u>Domaines d'intervention :</u> - Optimisation de la gestion de crédit - Soutien à la stratégies numérique	
	<i>Camec Mbanza Ngungu Congo Central Mbanza-Ngungu</i>	Gestion des risques et renforcement institutionnel. <u>Domaines d'intervention :</u> - Coaching général du management et des administrateurs - Appui à la gestion du portefeuille à risque - Digitalisation de la collecte de l'épargne et du remboursement de crédit - Normes de finance responsable	179.446
	CAMEC INKISI, <i>Congo Central Kinsatu</i>	<u>Clôture du projet</u> portant sur l'Amélioration du Système d'information et de Gestion ; -- Renforcement de l'offre en produits d'épargne et de crédit en milieu rural	121.510 USD
	COOPEC BOMOKO, <i>Ville de Kinshasa Lemba, Ngaba, Kisenzo, Masina</i>	<u>Clôture du projet</u> portant sur l'Amélioration du Système d'information et de Gestion ; Renforcement offre en produits d'épargne et de crédit de crédit aux femmes en péri urbain	85.400 USD
	COOPEC GUILGAL <i>Ville de Kinshasa: NGaliema – Delvaux, Gambela, Ngaba Congo central: Kimpese</i>	<u>Clôture du projet</u> portant sur l'Amélioration du Système d'information et de Gestion ; Renforcement de l'offre en produits d'épargne et de crédit aux jeunes à Kinshasa	104.900 USD
Suivi et Appuis institutionnels continus			
	COOPEC CAHI <i>Province de Sud Kivu : Bukavu, Walungu, Kamituga</i>	Amélioration du Système d'information et de Gestion ; Développement de services financiers numériques	173.000 USD
	COOPEC BAGIRA <i>Province de Sud Kivu : Bukavu</i>	Amélioration du Système d'information et de Gestion ; Développement de services financiers numériques	130.000 USD
	IMF PAIDEK <i>Province de Sud Kivu : Bukavu</i>	Amélioration du Système d'information et de Gestion ; Développement de services	152.000 USD

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC "
ACTIF

		<i>financiers aux PME</i>	
	COOPEC BANTU <i>Province de Kasai central : Kananga</i>	<i>Amélioration du Système d'information et de Gestion ; Développement de services financiers en milieu rural</i>	<i>91.046 USD</i>
	IMF MAMAN TOMBWAMA <i>Province de Nord : Ubangi, Gbadolite</i>	<i>Amélioration du Système d'information et de Gestion ; Développement de crédit solidaire femmes et jeunes</i>	<i>114.707 USD</i>
	APROCEC 2 <i>National</i>	<i>Appui au plan d'action de l'Association professionnelle des Coopératives d'épargne et de crédit</i>	<i>60.000 USD</i>
	ANIMF 2 <i>National</i>	<i>Appui au plan d'action de l'Association Nationale des Institutions de Microfinance</i>	<i>60.000 USD</i>
	ADVANS BANQUE CONGO	<i>Renforcer la fierté et l'esprit d'appartenance au groupe Avants Réussir le processus de transformation Mettre en place un système réaliste et dynamique de mobilisation de ressources</i>	
	BAOBAB	<i>Mettre à jour et améliorer la stratégie marketing de levée d'épargne Mettre en place une équipe ou un cadre de coordination des projets Définir les prérequis indispensables pour le succès d'une implémentation de produit numérique et d'un réseau d'agents bancaires à faire adopter aux décideurs ;</i>	
	PROCFIN	<i>Réorganiser la gouvernance Renforcer le contrôle sur les opérations en attendant la mise en place d'une organisation complète avec les trois niveaux de contrôle fonctionnels au sein de l'institution.</i>	

Autres réalisations du Programme

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC " **ACTIF**

1. Un atelier organisé par l'ANIMF à Kinshasa contribuant notamment à sensibiliser les hommes et les femmes en éducation financière et produits financiers numériques (Université William Booth) ;
2. Organisation par ANIMF d'un atelier de présentation des produits financiers de quatre IMFs qui a abouti à l'ouverture de comptes par les étudiants(es), dont 40% ouverts par les étudiantes auprès de FINCA (85 comptes) et BAOBAB RDC (25 comptes) ;
3. Organisation par APROCEC d'un atelier de formation à Kananga sur l'épargne lors de la semaine mondiale de l'argent.
4. Organisation par APROCEC d'un atelier d'évaluation des besoins en renforcement des capacités des acteurs du secteur financiers sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme avec les partenaires suivants : BCC/CENAREF, Ambassade des Etats Unis ;
5. La collecte des données pour la matrice de S&E de la feuille de route est en discussion avec la Banque Centrale.
6. Organisation Comité de pilotage du Projet sous composante MED/Pilier II du PNUD ;
7. Un comité d'Investissement pour la validation des dossiers ;
8. Fintech Okapi, DIMAGI pour le développement d'une application digitale de l'Éducation financière au profit de la Coopec CAHI et INFOSET pour la digitalisation des MPME et la Banque Centrale.
9. Organisation par le FPM-asbl d'un forum porté sur l'Etat des lieux de l'impact du covid-19 sur l'inclusion financière, les résultats 2020 des institutions financières.
10. Les différentes sessions (avec plusieurs modules : Stratégie marketing et management,
11. Financement des chaînes de valeurs agricoles, Transformation digitale...) de formation organisée sous le format de blended learning, ont enregistré au **total 329** participants provenant essentiellement des institutions financières dont 33% des femme.

Explication des écarts entre résultats prévus et résultats obtenus :

Certains indicateurs définis dans le cadre des résultats n'ont pas été atteints à la suite de contraintes budgétaires, l'apparition de la pandémie COVID-19 et surtout le contexte d'insécurité qui sévit dans la partie Est de la RDC.

PARTIE IV : CONTRAINTES ET LECONS APPRISES

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC "

ACTIF

I. CONTRAINTES ET LECONS APPRISES

4.1. Les risques et contraintes liées à la mise en œuvre du projet ACTIF

- **Risque continu** : le premier risque concerne la crise de la pandémie (COVID-19) qui a un caractère multisectoriel, du fait de la paralysie et des diverses conséquences qu'elle entraîne dans presque tous les secteurs de la vie à travers le monde (secteur sanitaire, économique, financier, politique, etc.) L'atténuation de ce risque suppose le respect des instructions de la BCC pendant cette période. La restructuration des crédits des institutions partenaires, la mise en place d'une gestion proactive de la clientèle, la bonne gouvernance, la promotion de l'éducation et la sensibilisation des clients aux différentes mesures barrières font partie des actions préconisées.
- **Risque continu** : l'absence d'alignement et la coordination avec les homologues nationaux pourraient compromettre les résultats escomptés du Projet. Il est à retenir que l'Unité de gestion capitalise les solides relations issues de la mise en œuvre du PASMIF et ne ménage aucun effort pour maintenir la collaboration de qualité avec les hauts cadres de Banque centrale, le ministère des Finances et le ministère de l'Agriculture en tant que parties prenantes clé dans la mise en œuvre du JP ACTIF.

Globalement, la mise en œuvre du projet ACTIF était confrontée avec des contraintes dans les domaines suivants :

◆ **Sécurité** :

Le regain de l'insécurité à l'EST du territoire de la RD Congo à la suite de la présence des groupes armés dont le M23, ADF-Nalu, Mai –Mai... a entraîné l'innopérationalité des activités dans les sites où on retrouve une forte concentration des Institutions de la microfinance(IMF), les Coopératives d'Epargne et de Crédit(COOPEC) et la suspension des activités de suivi sur terrain dans la zone de Béni, Butembo et autres.

◆ **Financier**

Les procédures complexes et longues du PNUD et le retard affiché par les bailleurs dans le déblocage des fonds ont eu comme effet d'entraînement la réalisation tardive des activités planifiées du programme.

. Cette situation a eu comme conséquences l'allongement chaque fois de la durée des accords sans coût ou de Grant et a impacté négativement la réalisation des activités planifiées du programme.

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC " ACTIF

◆ Autres

La faible coordination des interventions des partenaires techniques et financiers dans le domaine de l'inclusion financière.

4.2 LECONS APPRISES

- ◆ L'accompagnement sur des bases durables des COOPEC/IMF vers les localités non desservies peut être un moyen efficace pour l'amélioration du niveau d'inclusion financière des populations dans les localités rurales, éloignées et enclavées ;
- ◆ Le produit financier « Crédit Umoja » s'avère un outil de dynamisation de l'économie locale et de lutte contre la thésaurisation et moyen de réduire l'influence des prêteurs usuriers ;
- ◆ La digitalisation des Institutions des microfinances (IMF et Coopec) a permis de renforcer l'accès à la finance et aux opportunités de marché pour des populations spécifiques : femmes, MPMEs, jeunes dans des secteurs spécifiques (agriculture, énergie, ...) grâce aux nouveaux produits et services digitaux développés et testés.
- ◆ Les COOPEC et les IMF intervenant en milieu rural n'ont pas de produits spécifiques pour le financement agricole alors que la majorité de leurs clients/membres sont des producteurs agricoles ;
- ◆ La prise en compte et l'intégration du genre a permis d'obtenir des engagements des hommes dans les débats communautaires de renforcer le dialogue familial où les garçons et les filles ainsi que leurs mères auront le même traitement. De même, dans toutes les rencontres les femmes commencent à prendre parole et à présider des carrefours pendant les débats et prendre les décisions parfois.
- ◆ Le choix de zones rurales non couvertes, bien que justifiée concernant les besoins des populations pauvres, à poser de nombreux problèmes pour la mise en œuvre et le suivi des activités.

En complément de l'appui financier apporté par les institutions de microfinance, un accompagnement des PME ainsi que le développement des marchés inclusifs s'avèrent nécessaires dans la perspective d'une croissance économique créatrice d'emplois qui transforme les vies des communautés.

Projet "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC " ACTIF

Bonnes Pratiques

La stratégie de planification conjointe adoptée par les 2 agences des nations unies PNUD et UNCDF (ciblage des zones, définition et programmation des activités, missions conjointes de suivi, etc.) a permis de développer des actions qui se renforcent mutuellement dans les zones et de répondre aux besoins des IMF et COOPEC dans le rural et aux communautés pauvres d'une manière intégrée et en favorisant l'inclusion financière en RDC.

Annexes :

1. Situation financière

En attendant l'élaboration du rapport financier détaillé du Programme, la situation financière globale (fin février 2021) se résume comme suit :

Encadré n°10 : commentaires du tableau de la situation financière du programme

Partenaires	2018	2019	2020	2021	Total des décaissements	Total des engagements (USD)	%Total des engagements
UNCDF	0	0	0	0	0	710.375	0%
PNUD	70.851	69.280	102.478	112.775	335.384	370.000	96%
SIDA (Suède) via MPTF	1.769.470	2.108.576	637.330	0	4.515.376	4 771 899 US\$ (SEK 40 895 174)	95%
FinMark Trust	0	0	0	0	0	250.000	0%
Total décaissement	1.840.321	2.177.856	739.808	112.775	4.870.760	6.102.274	80%
Cumul décaissement	1.840.321	2.177.856	4.757.985	4.870.760	4.870.760		
Taux cumulé de décaissement	30%	66%	78%	80%	80%		

Source : Atlas

Les éléments en détail de la situation financière seront repris dans le rapport financier du programme.

2. Matrice des résultats.

Cadre de Suivi- Objectifs PRODOC PROJET ACTIF 2018-2022

Résultats/Effets escomptés	Indicateurs d'effet	Valeur de référence en 2016/Baselines	Valeur escomptée Cible ou /Targets 2018	Valeur obtenue en 2018	Valeur escomptée Cible ou /Targets 2019	Valeur obtenue en 2019	Valeur escomptée Cible ou /Targets 2020	Valeur obtenue en 2020	Valeur escomptée (Cible) 2021	Valeur obtenue en 2021 et FINAL	Moyen Objectif de vérification Sources de données	Risques et hypothèses	Observations
EFFET : D'ici 2020, le secteur financier en BCC est renforcé et est en mesure de mieux appuyer l'inclusion financière.	Pourcentage de la population adulte utilisant des services financiers formels	32%					39%	62223	75000	56025	Rapport RMF UNCDF 2021	Difficultés d'exécution sur terrain suite à la pandémie Covid 19	Résultats réalisés grâce à trois projets numériques implémentés en 2021: Dimagi, Okapi Finances et Infoset RDC
	Pourcentage de femmes utilisant des services financiers formels	29%					38%	31269	41250	29617	Rapport RMF UNCDF 2021	Difficultés d'exécution sur terrain suite à la pandémie Covid 20	Résultats réalisés grâce à trois projets numériques implémentés en 2021: Dimagi, Okapi Finances et Infoset RDC
	Nombre de clients de microfinance (IMF), 000	1,879	2,000	2,099	2,150	2,377	2,300	2,618	2,450	N/A (rapport BCC non publié)	Rapport annuel BCC 2018, 2019 et 2020		Intensification des activités de l'épargne par les partenaires. Notons aussi que pour l'exercice 2021, la BCC n'a pas encore rendu public son rapport annuel des activités
	Nombre de femmes clientes de microfinance, 000	936	1,000	905	1,175	1,030	1,300	1,117	1,300	Idem	Rapport annuel BCC 2018, 2019 et 2020		Idem
	Moyenne annuelle de l'encours de crédit chez les établissements de microfinance (en million de dollars US)	135	160	136	175	153	190	153	200	N/A (rapport BCC non publié)	Rapport annuel BCC 2018, 2019 et 2020		
	Moyenne annuelle de l'encours d'épargne chez les établissements de microfinance (en million de dollars US)	177	185	197	205	257	225	256	225	Idem	Rapport BCC 2018, 2019 et 2020	Apparition de Corona-19 qui perturbe tous les secteurs de la vie nationale	Le rapport de la BCC exercice 2021 sera publié en 2022.
Effet 1 Les prestataires de services financiers en sortent renforcés et répondent aux besoins des groupes cibles	Hausse du nombre de clients dans les institutions bénéficiaires	NA	100,000	92,787	150,000	316,592	150,000	4 37 277	300,000	509,484	Rapport Annuel des activités du Projet ACTIF, Rapport des Institutions partenaires jusqu'au juin 2021.		Nombre de nouveaux clients atteints par les institutions partenaires.
	Pourcentage de femmes clientes après des institutions bénéficiaires	49.8%	50%	47%		47%	55%	43%	55%	47%	Rapport Annuel des activités du Projet ACTIF, Rapport des Institutions partenaires jusqu'au juin 2021.		Nombre de femmes clientes touchées. Obs: la situation du COVID a provoqué le retrait massif des épargnes par les femmes (Voir Finca, BOMOKO, PADEX et autres)
	Pourcentage de jeunes (<25 ans) clients après des institutions bénéficiaires	TBC	10%	4095(4,2%)	15%	24 707 (16,3%)	15%	26955(18%)	15%	15 442 (10,3%) en juin 2021	Rapport annuel Projet et Rapports partenaires	Décalage tardif des fonds. Le coût réel a été effectué dans 9 provinces du Pays.	
	Nombre de nouveaux produits / innovations	NA	1 ad		1	2	2	4		7	Rapport Annuel des activités du Projet ACTIF, Rapport des Institutions partenaires		3 produits ont été développés grâce à l'appui du projet ACTIF (Crédit Solidaire UNOJA, PEP/Plan Epargne Projet par la COOPEC Cahin ASSUR/OB au sein de la Coopéc GUGAJI). Nous avons en plus développé 3 autres produits de digitalisation auprès de Coopéc CAHI, BAGIRA, INFOSET et Okapi avec Coopéc CEAC/Matete
	Nombre de clients utilisant les nouveaux produits / innovations	NA	10,000 ad(1)		30,000	14573(2)	30,000	16735 (3)		11410(4) Total=(1)+(2)+(3)+(4)= 42 718			Le nombre sera véritablement à hausse avec les trois nouveaux produits de digitalisation qui viennent de se développer. Les résultats au <<< B décembre 2021.
	Nombre de nouveaux jeunes / femmes / clients ruraux utilisant les services financiers en raison des innovations	NA	5,000 ad		5,000	14,573	10,000	16,752	16,752	15,442	Rapports annuels des activités du Projet ACTIF		
	Nombre de membres des groupes d'épargne ayant des liens avec les prestataires de services financiers formels	NA	5,000	6 885 (458 gro)	5,000	8539(569,2 group	10,000	14,772		11905 (Final=42 101)	Rapports annuels des activités du Projet ACTIF	Apparition COVID et les guerres tribales dans la partie EST du Pays	458 groupes X15 membres par groupe= 6885
	Diminution de la taille moyenne des prêts dans les PSF appuyés (ou autre indicateur pour le revenu moyen des clients cibles)	NA	5%	3%	7.50%	8%	10%	9%	10%	7,8% en juin 2021	Rapports des partenaires avec les indicateurs de performances		
	Amélioration du portefeuille à risques (PAR) des IMF appuyés (90 jours)	NA	10%	7%	7.50%	10%	5.50%	9%	6%	7,8% en juin 2021			Nous notons qu'au moyen de l'Afrique Sub-sah est atteint. Toute fois, le phénomène Covid-19 a provoqué des énormes impayés aux seins des institutions partenaires.
	% du personnel et des administrateurs des institutions appuyées (IMF, Coopéc) qui sont des femmes	TBC	40%	26%	50%	33%	50%	36%		36%			Avec les feuilles de routes des deux associations professionnelles (PRODEC et ANMF) concernant le genre aux seins des IMF et Coopéc partenaires, les % des femmes administrateurs sera à la hausse

Tableau de suivi des indicateurs de performance														
Impact 1 : Renforcement des capacités Les associations communales et provinciales ont été renforcées en matière de gestion financière et de suivi des projets.	L'ANIMF et l'APROCEC	Un appui est requis						X	XX	X	XX	Rapport annuel ACTIF	Les deux associations sont opérationnelles, dotées d'un budget plan chacune d'elle. Les cotisations mensuelles se font auprès d'elles. Ces fonds permettent de couvrir ses charges et organiser des appuis divers aux membres. Signalons aussi que les deux associations sont bénéficiaires des appuis en nature de GIZ et du FPM asbl.	
	Coopération efficace entre les 2 organisations et entre les PSF, les membres regroupés au sein de groupes (MUSO, VISA) et les groupes bénéficiaires de l'approche 300	NA	x	1450 (membres des Muso)	x	8539 (membres muso et groupes)			14772 (membres muso)	14772 (membres muso)	11 905 (membres muso et autres groupes)	Rapports trimestriels, annuels ACTIF	Manque de volonté des acteurs et praticiens à collaborer avec le projet	Les crédits en groupes sont les moyens efficaces qui permettent d'avoir de l'inclusion financière même dans les milieux ruraux et péri-urbain.
	Nombre de membres d'IMF adoptant les normes SPFI dans le cadre de leurs stratégies / KPI			10%	9%	20%	25%	10%	18%	NA		Rapports des activités des AP/PROCEC et ANIMF)		
Impact 2 : Accès à la finance Les systèmes de finance numérique d'envoi de fonds sont devenus plus accessibles pour les consommateurs.	Hausse des envois de fonds formels suite aux interventions menées (envois internes et transfrontaliers de fonds)	NA				0%								
	Nombre d'obstacles juridiques, liés aux politiques ou obstacles de fait aux flux internes et transfrontaliers de capitaux supprimés	NA	NA			1			1					
	Les lignes directrices de la SADC sur l'argent mobile sont adoptées et appliquées	NA	Adoptées				50%			70%				
Impact 3 : Cadre réglementaire Le cadre des politiques ainsi que le cadre réglementaire et institutionnel sont renforcés pour la finance inclusive.	% des activités annuelles de la Feuille de route/Stratégie mises en œuvre par rapport à celles du Plan	NA	30%	25%	40%	30%	60%	30%				Minifin RD Congo	Le risque est très élevé. COVID-19	
	Nombre d'activités annuelles mises en œuvre dans le cadre de la Feuille de route/Stratégie qui traitent des questions de genre dans l'inclusion financière	NA	1	NA	1	1	1	1	NA			Minifin RD Congo	COVI-19	Atelier organisé par le Min'FIN avec les parties prenantes afin d'enrichir la feuille de route sur l'inclusion financière.
	Nombre d'activités de renforcement de capacités réalisées pour renforcer la capacité des organismes de régulation /supervision	NA	2		2			2						
	Nombre de lois/règlements pertinents modifiés et autres instruments développés et diffusés.	NA	1		2		NA	1		1				Modification de la loi 0002 qui regit les Coopératives d'Épargne et de Crédit (COOPÉC non encore publiée.)
Impact 4 : Partage des savoirs Des savoirs et des engagements clés sont partagés aux principales parties prenantes.	Nombre de produits « Savoirs » développés / publiés par an	NA	1		1			2					Covid n'a pas permis	
	Nombre d'activités d'échange Sud-Sud ou Nord-Sud-Sud effectuées en matière d'inclusion financière	NA	1		1								Covid n'a pas permis	
	% de conformité aux recommandations du CP	NA	75%	90%	80%	90%	90%	90%	90%			CR des CP et des revues du projet ACTIF	Covid-19	Prèsque toutes les recommandations de chaque CP sont respectées et l'application des activités du projet sont souvent conformes aux différentes recommandations.
	Nombre de rapports d'avancement des travaux et d'évaluation publiés	NA	1	1	1	1	1	1	1			Rapports Projet ACTIF	Idem	Les rapports d'avancement sont élaborés et existent. L'évaluation finale (l'unique évaluation prévue) est mandatée et sera rendu public.

■ Réalisé
■ En moyenne
■ Non réalisé

Le projet ACTIF avait pris soin d'informer au départ les bailleurs et les membres de COFIL qu'un certain nombre d'indicateurs ne seront pas réalisés par le projet ACTIF non seulement à cause de leur complexité dans le secteur, aussi parce qu'ils ne relèvent pas de la mise en œuvre du projet ACTIF. Il en est de même de l'apparition de COVID-19, de ressources et de l'insécurité à l'EST de la RDC. **Ce sont ces indicateurs marqués en rouge.**